

> suite de la p. 1 . . .

ceux qui dénoncent sa politique raciste et xénophobe, ses contorsions visant à doubler Marine Le Pen par sa droite. C'est pour se défaire de ces désobéissants, de ces rebelles, que le pouvoir brandit l'accusation de « séparatisme », de même qu'il dégage le 49.3 et instrumentalise la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Ne tombons pas dans son piège !

### Répression inouïe des lycéens et des profs en lutte contre le « bac Blanc »

Au mois de janvier ont débuté les premières épreuves dites « E3C » du nouveau bac qui sont organisées et corrigées localement. Elles sont unanimement dénoncées par les élèves, les parents et les profs qui réclament leur annulation et surtout le retour à un bac national et plus généralement l'égalité. Dès la première semaine d'épreuves, partout en France, les profs ont organisé des piquets de grève ouverts aux soutiens extérieurs, auxquels ont donc pu participer des salariés des autres secteurs en lutte avec lesquels des liens forts ont été tissés lors de la mobilisation contre la réforme des retraites. Ils ont été immédiatement suivis par les élèves organisant des blocus ou des boycotts d'épreuves en refusant d'entrer dans les lycées pour composer. Du jamais vu, et comme seule réponse : la répression la plus dure.

À Melle (79) des professeurs ont été convoqués (rassemblement le 10 mars devant le rectorat de Poitiers pour soutenir le premier d'entre eux). Face aux élèves, les proviseurs, appuyés par des responsables académiques, n'ont hésité devant aucun moyen : intimidations, menaces, ils ont filmé les blocus, fouillé les réseaux sociaux pour identifier des élèves

et ensuite les sanctionner en prononçant des exclusions ou des conseils de discipline simplement pour avoir pris part à un mouvement collectif ; certains n'ont pas hésité à porter plainte contre des élèves ou à faire appel aux EMS (*milices rectorales créées en 2010 voir RE 84*) et /ou à la police.

C'est alors que l'horreur a commencé, des élèves ont été interpellés, placés en garde-à-vue (une 50aine en idf) parfois toute la nuit sans aucune communication avec leurs parents (comme les 3 lycéens mineurs du lycée Ravel à Paris), parfois arrêtés préventivement chez eux à 6 heures du matin (comme à Gagny et à Grenoble) ou prélevés dans leur salle de classe, en plein cours. Sur certains lycées, les forces de police ont contraint les élèves à rentrer pour passer les épreuves, procédant à des fouilles de sac et visant les convocations. Certains flics étaient présents à l'intérieur de l'établissement où les élèves ont parfois été enfermés une journée entière pour passer 4 épreuves déjeunant d'un repas froid (comme à Rennes).

Malgré cette violence inouïe et cet acharnement dingue du gouvernement à nier la contestation et imposer leur bac local contre tous, des profs s'apprentent à faire la grève des corrections et les élèves ne baissent pas non plus les bras. Un mois après le début des épreuves, la mobilisation continue, des élèves déchirent leurs copies et renversent tables et chaises (comme à Balzac à Paris), contraignant les proviseurs à organiser sans fin des rattrapages de rattrapages d'épreuves (seuls trois d'entre eux ont jeté l'éponge). La grande majorité des parents, passant outre leur inquiétude, soutiennent leurs enfants et certains ont mis en ligne une pétition contre la répression des enfants <http://chnq.it/tnkylxLnfm>

<http://resistons.lautre.net/>  
Retrouvez tous les anciens bulletins du réseau

# RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin mensuel n°188 du 04 Mars 2020

Recevoir ce bulletin par Internet : [contact@resistons.lautre.net](mailto:contact@resistons.lautre.net). Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

## Les eaux nauséabondes de Macron

Vous connaissez la théorie du « grand remplacement », inventée par l'extrême droite raciste et fascisante ? Macron, lui, il ne s'en ne réclame pas, il ne brandit pas la soi-disant « menace » qui guetterait les peuples blancs et chrétiens d'Europe d'être « remplacés » par des hordes d'Arabes et de Noirs musulmans venant d'Afrique. Non, pas encore, mais désormais il patauge dans ces mêmes eaux nauséabondes. La cause de cette plongée ?

Les GJ, les cheminots de la RATP et de la SNCF, les profs, les lycéens, les avocats, les hospitaliers, les raffineries, les éboueurs, les danseurs de l'Opéra, les dockers, les sans-papiers... ont déjà conquis, dans les grèves, manifs et blocages, dans les rues et sur les ronds-points une immense victoire : ils y ont lutté ensemble, indifféremment de leur couleur de peau, de leur origine ou de leur culture, religion.

La tentative qui visait à diviser le peuple travailleur par le soi-disant danger du « communautarisme islamiste » a échoué. C'est pour pallier à cet échec que Macron

passé à la vitesse supérieure. L'accusation de « communautarisme islamiste » est désormais remplacée par un nouvel élément de langage : le « séparatisme islamiste » qui, comme son nom l'indique consisterait à vouloir construire un corps étranger dont le but serait de se placer, du fait de ses convictions, en dehors de la république française dont il ne ferait plus partie.

Macron crée et désigne ainsi un ennemi, contre qui tous les moyens sont bons, y compris ceux de la guerre. Ses LBD, ses grenades et ses gaz de combat, ses forces de répression en roue libre ne sont qu'au début de cette guerre d'exclusion.

Le caractère raciste et islamophobe de cette campagne de Macron contre le « séparatisme islamiste » n'est que l'arbre qui cache la forêt. C'est l'amorce d'une attaque plus globale, qui sous l'accusation de « séparatisme », visera, très vite, celles et ceux qui rejettent Macron et sa clique, son cirque parlementaire, la destruction des conquêtes sociales et les libertés,

... suite en p. 4 >

## > CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

### Macron, Castaner et les «violences policières» : la «com» du déni!

Photographié aux côtés du dessinateur Jul au Festival d'Angoulême, avec un T-shirt détournant le slogan BD2020, en «LBD2020» (pour Lanceur de Balles de Défense) sous l'effigie d'un éborgné, Macron explique à la télé qu'il récuse toujours le terme de «violences policières», mais défend «la créativité, la liberté d'expression, y compris l'insolence» ! Le cynisme total!

Le même Emmanuel Macron par une habile récupération, a su neutraliser le film «Les Misérables» en se déclarant «bouleversé». Or, samedi 22 février le scénario de Montfermeil, s'est répété aussi tragiquement dans le quartier des Hautes Marelles à Brunoy. En langage journalistique c'est un «contrôle de police qui dégénère», Adnane, 19 ans, victime d'un tir de LBD en plein visage, perd un œil. La police commence par nier toute responsabilité mais une semaine après le policier qui a tiré a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, poursuivi pour «violence volontaire ayant entraîné une infirmité permanente», une qualification criminelle passible des assises. Mais, à part ça les violences policières, ça n'existe pas!

Pour les coups de com, Castaner n'est pas en reste, en annonçant le retrait de la GLIF4, arracheuse de mains... dont les commandes étaient arrêtées, et les stocks épuisés. Cette grenade est remplacée par la GM2L, elle n'est certes pas pourvue de TNT, à l'origine de l'effet de souffle, mais d'un dispositif pyrotechnique encore plus puissant, ses effets sonores et lacrymogènes sont renforcés, et elle reste une arme de guerre au sens du code de la sécurité intérieure.

En plus d'utiliser des armes de guerre en dépit des condamnations internationales, la police française continue d'utiliser des techniques d'immobilisation mortelles par asphyxie : le pliage et le plaquage ventral. Et à ce jour la justice française ne les a jamais reconnues comme cause de la mort de nombreuses victimes interpellées ainsi alors que plusieurs pays les interdisent. Prochainement, des députés de la France Insoumise, présenteront à l'Assemblée une proposition de loi pour interdire tout technique d'immobilisation «entravant les voies respiratoires et pouvant mener à l'asphyxie».



14 mars 2020 – Laissez-nous respirer!

**Marche pour la Journée internationale de lutte contre les violences policières –**

**13h place de l'Opéra à Paris.** Collectifs de familles, collectifs de victimes, quartiers populaires, syndicalistes, militants, gilets jaunes, tous ensemble pour manifester notre rage contre les violences policières, contre les violences judiciaires de leurs dénis de justice, contre leurs injures médiatiques. <https://paris.demosphere.net/rv/76687>

**Le soir même les collectifs d'animation du site Paris-luttes.info et de la coordination contre la répression vous convient à une grande fête de soutien à la Parole errante (9, rue François Debergue à Montreuil) !**

### Marche des solidarités le 21 mars!

**Le 21 mars aura lieu la 3<sup>e</sup> édition de la marche des solidarités**, regroupant des collectifs de luttes contre les violences policières et des collectifs de sans-papiers. **Rendez-vous à 14h place de l'Opéra.** <https://paris.demosphere.net/rv/78643>

### Marche Angelo pour un procès

**Le 28 mars 2020 à Blois, marche annuelle à la mémoire d'Angelo Garand**, tué de 5 balles dans le torse par deux gendarmes d'un commando GIGN de Tours le 30 mars 2017 lors d'un barbecue en famille. **Départ 14h30 depuis la Place de la Résistance.** Lire : <https://larotative.info/angelo-garand-violence-etat-et-3521.html>. Soutenir la lutte : [www.leetchi.com/c/solidarite-de-aurelie-garand](http://www.leetchi.com/c/solidarite-de-aurelie-garand). Pétition : <https://www.change.org/p/justice-et-vérité-pour-angelo-soutien-à-la-famille-garand>.

### Pétition Justice et vérité pour Selom et Matisse

Il y a 2 ans le 15 décembre, Selom et Matisse, 2 jeunes du quartier populaire de Fives à Lille, ont été tués par un train alors qu'ils tentaient d'échapper à un énième contrôle de police. Dernièrement, la justice a refusé qu'une reconstitution des faits ait lieu. Valérie la maman de Matisse et Peggy la maman lancent une pétition pour appuyer leur demande de reconstitution sur [www.change.org/p/justice-et-vérité-pour-selom-et-matisse](https://www.change.org/p/justice-et-vérité-pour-selom-et-matisse)

### Mehdi Bourogaa abattu par la BAC

À Marseille, le 14 février en fin de journée la police intervient pour un vol à main armée, prend en chasse des suspects, la course poursuite s'achève dans la cité des Marronniers. Mehdi Bourogaa, 18 ans, est tué par un policier de la BAC qui fait usage de son arme. Le parquet met en avant la légitime défense, mais des témoignages contredisent la version officielle. «*Ce soir on nous parle d'un braqueur ? Nous on vous parle d'un petit frère du quartier à qui la vie ne lui a pas fait de cadeau. Non les témoins confirment qu'il a pas levé l'arme sur eux. Ils confirment aussi qu'ils lui ont tiré dessus et qu'ils l'ont frappé au sol malgré les blessures avec des phrases du style «on t'a eu». Les témoins ont essayé de calmer le jeu et d'appeler les pompiers mais on les a fait reculer (...) Ce soir Mehdi n'est plus parmi nous. Ce soir un policier a dit à sa mère devant nous tous «ton fils n'avait qu'à pas voler» c'est ce qui a provoqué la haine.*» extrait de la page facebook «Collectif des habitants de la Maison Blanche». Cagnotte pour soutenir la famille : [www.leetchi.com/fr/c/rkQxY0Qw](http://www.leetchi.com/fr/c/rkQxY0Qw)

### L'autre visage de la BAC

Avec les manif des GJ, mobilisations contre la réforme des retraites... la BAC traverse le périple et se pose en fer de lance de la répression, port de la cagoule, pas de brassard, absence de RIO. À Lyon le Comité contre les violences policières (<https://surveillonsles.art.blog/>) questionne ces pratiques illégales qui s'imposent en toute impunité. Le 10 décembre en marge d'une manif contre la réforme des retraites des agents de la BAC attrapent Arthur qui, marchant tranquillement, sourit aux paroles d'un manifestant. Les flics frappent, notamment un coup de matraque en pleine tête qui lui casse 9 dents et la mâchoire supérieure, avant de laisser le jeune homme dans son sang. De la violence pure sans interpellation comme on a pu le constater le jeudi 9 janvier à Paris (voir RE 187) ou encore lors des manifestations des 5, 6 et 8 février à Lyon (<https://rebellyon.info/Manifestations-des-5-6-et-8-fevrier-21846>)...

### À bas les CRA! Liberté pour tous et toutes!

Depuis deux mois les luttes dans les CRA s'intensifient comme en attestent les communiqués de prisonniers (à lire sur [abastescra.noblogs.org](http://abastescra.noblogs.org)) qui sortent grâce aux personnes solidaires à l'extérieur. Fin janvier à Oissel, le tabassage d'un retenu a été la violence de trop déclenchant une grève de la faim et des communiqués produits afin de dénoncer les violences, les conditions pourries de détention et la collaboration de France Terre d'Asile avec la police. À Vincennes, le 1<sup>er</sup> février une grève de la faim pour les mêmes causes a été violemment réprimée : tabassages, réveil à la douche anti-incendie, confinements, eau coupée dans les douches... le 4 février un gros incendie détériore totalement le bâtiment 2A, la vengeance des flics est dure à supporter, une enquête a été ouverte mais grâce à l'incendie, le bâtiment de 60 places est toujours fermé.

### Le respect de la vie privée, c'est quand ça arrange

En pleine affaire Griveau au nom de laquelle le respect de la vie privée est brandie de toute part, le gouvernement prépare le déploiement de matériel de surveillance à grande échelle. Et pour le coup, la vie privée n'est plus vraiment à l'ordre du jour.

Ainsi d'ici 2024, 500 équipements capables grâce au logiciel «kiosque» d'aspirer toutes les données d'un téléphone portable en moins de 10 minutes seront déployés dans les commissariats de France. Cette technologie est déjà employé par les forces de l'ordre (notamment dans l'affaire Tarnac), mais son nombre réduit compliquait jusqu'alors son utilisation. Désormais les informations personnelles d'un gardé à vue seront accessibles en quelques clics, contacts, appels, géolocalisation, photos, données supprimées... et ce même si la personne refuse de donner son mot de passe ou son code PIN.

Autre nouveauté, ce récent décret du gouvernement autorisant le déploiement d'une application mobile «Gendnotes», permettant de collecter photos et informations sensibles (religion, politique, sexualité, prétendue origine raciale) et les transférer dans des fichiers extérieurs – tel que le TAJ, qui permet la reconnaissance faciale, ou les fiches des services de renseignement, qui ont une activité de surveillance politique...